



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°002/JAONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2025 DU 8. AVRIL 2025
POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'UN ANTIVIRUS DANS LES SERVICES DU CONTROLE
SUPERIEUR DE L'ETAT

FINANCEMENT : BIP CONSUPE
EXERCICES : 2025
IMPUTATION : N° 59-11-077-04-340010-521311

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la sécurisation des informations du Département ministériel de son ressort, le Ministre Délégué à la Présidence de la République, Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat, en sa qualité de Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la fourniture et l'installation d'un antivirus client-serveur dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

2. Consistance des travaux

Les prestations objet du présent Appel d'Offres visent l'exécution des tâches ci-dessous :

> Equipement :

N°	Désignation	Unité	Quantité	Spécification de prestation
01	Machines serveurs (Model HPE ProLiant DL380 Gen10 5118 2,3 GHz 12 cœurs 2P 128 Go P408i-a un serveur de performance RPS 8SFF 800 W 8 Disques Durs de 1To Chacun) ou équivalent	U	1	Fourniture, installation et configuration y compris toutes sujétions
02	Solution antivirus serveur avec 250 postes clients	U	1	Fourniture, installation et configuration y compris toutes sujétions
03	Windows server 2022 avec licence perpétuelle	U	1	Fourniture, installation et configuration y compris toutes sujétions
04	Déploiement et mise en œuvre (installation et configuration)	U	1	Installation et configuration y compris toutes sujétions
05	Router Mikrotik RB4011GS ou équivalent	U	2	Fourniture, installation et configuration y compris toutes sujétions
06	Un switch 24 ports de niveau trois	U	1	Fourniture, installation et configuration y compris toutes sujétions
07	Formation des administrateurs	U	1	Installation et configuration de la solution anti-virus serveur y compris les postes clients, configuration du serveur, installation et configuration de Windows server 2022, administration de Windows server 2022 (gestion des utilisateurs, active directory, server DNS, DHCP, sécurité)
08	Rédaction de la documentation	U	1	Les guides d'installation, de configuration et d'utilisation pour windows server 2022 et la solution antivirus serveur-client

3. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai prévu pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de soixante (60) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service à commencer les travaux.

Les prestations seront exécutées dans les locaux abritant les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat, situés en face de la cour suprême.

4. Allotissement

Les prestations à exécuter constituent un (01) lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables, est évalué à trente-un millions cinq cent mille francs CFA (31 500 000) FCFA TTC.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à l'égalité de conditions, à toutes les entreprises de droit Camerounais, régulièrement installées sur le territoire national et exerçant dans le domaine de la fourniture et installation du matériel informatique et des BTP.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), exercice 2025, imputation N° 59-11-077-04-340010-521311.

8. Mode de Soumission

Le mode de soumission retenu pour le présent Appel d'Offres est en ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou un Etablissement Financier agréé par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, d'un montant de *six cent trente mille (630 000) FCFA*, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Ce cautionnement doit être timbré au tarif en vigueur, avec mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur. Il doit être constitué à 100% et doit être consignés en numéraires à CDEC.

Les cautionnements sont constitués des titres émis par les établissements financiers agréés et des récépissés de consignations délivrés par la CDEC.

10. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat/Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 220 198, et la version électronique sur les plateformes COLEPS et PRIEDSOFT aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

11. Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier peut être obtenu dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/ Service des Marchés Publics, porte 106 du Bâtiment « C », sis au Centre administratif de Yaoundé, Téléphone : 222 220 198, dès Publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de soixante mille (60 000) F CFA, payable au Trésor public contre reçu dûment établi.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur le site de l'Organisme en charge de la régulation des marchés publics ou sur la plateforme Cameroon On-Line E-Procurement System, en abrégé « COLEPS ».

12. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MB pour l'Offre Administrative ;

- 15 MB pour l'Offre Technique ;
- 05 MB pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des Offres

Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière.

Une copie de sauvegarde desdites offres, placée sous pli scellé, comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" est déposée auprès des Services du Maître d'Ouvrage dans les délais impartis pour la remise des offres.

Toutes les offres doivent être déposées au plus tard le 16/05/2025 à 13 heures précises (heure locale).

L'enveloppe contenant les copies de sauvegarde devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°...../AONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2025 DU 8-8-2025
POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'UN ANTIVIRUS DANS LES SERVICES DU
CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT »**

14. Procédure de soumission en ligne

Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les quatre étapes ci-après :

Étape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm> ;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;
- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;
- Faire signer le formulaire de demande par le Chef de Structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Photocopie d'une Attestation de Non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;
 - ii) Photocopie du Registre de Commerce ;
 - iii) Photocopie de la Domiciliation Bancaire ;
 - iv) Photocopie de l'Attestation de Conformité Fiscale (datant de moins de 3 mois).

Étape 2 : Acquisition du Certificat Électronique

- Retirer le formulaire de Demande de Certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <http://www.camgovca.cm> dans la rubrique « Demande de Certificats (Entreprise) » ;
- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de Certificat Électronique d'un montant de 100.000 FCFA à verser dans le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 10002 00031 12493593150 94;
 - ii) Une Photocopie de la CNI du demandeur du certificat.
- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de demande de Certificat ;
- Se connecter à l'adresse <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificats.html> et télécharger dans un support

amovible (vierge) le Certificat Électronique à partir des informations (Numéro de référence et Code d'autorisation) contenues dans le récépissé (Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

Étape 3 : Enregistrement du Certificat Électronique dans COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontratcs.cm>;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires », puis la rubrique « Enregistrement nouveau / Certificat supplémentaire » ;
- Identifier l'entreprise à partir du numéro de Registre de Commerce, puis ajouter le Certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

Étape 4 : Soumission en ligne

- Se connecter à la plateforme avec son certificat ;
- Identifier l'appel d'offre qui vous intéresse et cliquer sur le numéro de cet avis d'appel d'offre pour afficher les détails ; - cliquer ensuite sur le bouton soumissionner et renseigner le formulaire qui apparaît en chargeant vos offres (administrative, technique et financière) aux emplacements correspondant. Bien vouloir respecter la taille des fichiers (5 Mo pour l'offre administrative, 15 Mo pour l'offre technique et 5 Mo pour l'offre financière). Des logiciels de compressions peuvent être utilisés ;
- cliquer sur le bouton envoyer pour terminer la procédure.

Pour toute assistance technique, bien vouloir contacter les services compétents du MINMAP aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669, ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

NB : la validité du certificat est de un (01) an.

15. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du Dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'Autorité administrative compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute Offre incomplète, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d' Offres, sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un Etablissement Financier agréé par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d' Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

16. Ouverture des Offres

L'ouverture des offres se fera en un (1) temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 16/05/2025, à partir de 14 heures précises, heure locale, et sera effectuée par la Commission Interne de Passation des Marchés du CONSUE, à la porte 101 du bâtiment « C » des locaux abritant les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

17. Critères d'évaluation

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les Offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres. Ces conditions sont notamment relatives à la

recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'Offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des candidats :

17.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

1. l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
2. l'absence d'une pièce du Dossier administratif ou la non production au-delà de 48 heures après l'ouverture des plis d'une pièce manquante ou jugée non conforme (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. la présence d'une fausse déclaration ou d'une pièce falsifiée ;
4. la non satisfaction d'au moins 70% des critères essentiels ;
5. le délai de livraison supérieur à 60 jours ;
6. le non-respect du format de fichier des offres ;
7. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
8. l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
9. l'absence du rapport de visite du site des travaux (avec images) daté, cacheté et signé sur l'honneur par le soumissionnaire ;
10. l'absence de la charte d'intégrité datée et signée sur l'honneur ;
11. l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée sur l'honneur.

17.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations objet de l'Appel d'Offres.

L'évaluation de l'offre technique se fera par le mode binaire (*Oui* ou *Non*) et portera sur les critères de qualification ci-après :

- la présentation générale de l'Offre (sommaire, présence d'intercalaires de couleur, respect de l'ordre du DAO) ;
- le chiffre d'affaires cumulé des trois dernières années supérieur ou égal à soixante millions (60 000 000) de Francs CFA, accompagné des pièces justificatives (Compte de résultats ou Déclaration Statistique et Fiscale) ;
- l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières pour un montant au moins égal à vingt millions (20 000 000) Francs CFA ;
- les propositions techniques conformes au Cahier des Spécifications Techniques (CST) (matériels et personnels, planning, note méthodologique portant sur une analyse des tâches, compréhension du projet, délai de livraison, service après-vente, description technique exhaustive des équipements, présentation photographique des échantillons, garantie) ;
- les références du soumissionnaire ou la preuve de l'exécution par celui-ci d'au moins trois (03) contrats portant sur des prestations similaires au cours des trois dernières années (copies des première et dernière pages du contrat à savoir Marché ou Lettre-Commande, Procès-verbal de réception) ;
- les preuves d'acceptation des conditions de la Lettre-Commande (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphés à chaque page, datés, signés et cachetés à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et approuvé »).

Seules les Offres techniques conformes à tous les onze (11) critères éliminatoires et ayant satisfait à au moins 70% de critères essentiels, seront classées techniquement « conformes » et soumises à l'analyse financière.

18. Attribution de la Lettre-Commande

Le Marché sera attribué au soumissionnaire justifiant des capacités techniques et financières requises et dont l'offre sera jugée la moins disante.

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt - dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès des Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir contacter la Cellule de lutte contre la corruption du CONSUPE au numéro : 222 23 41 88, ou appeler le numéro vert MINMAP : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou celui de la CONAC : (+237) 222 203 730/658 262 682.

Yaoundé 18..AVR...2025

LE MINISTRE DELEGUE A LA
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE
DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT
DU MATRIERE D'OUVRAGE -



MBAH ACHA
FOMUNDAM

Ampliations :

- MINMAP (ATI) ;
- A.R.M.P. (Pour publication et exploitation) ;
- Président C.P.M./CONSUPE (ATI) ;
- Affichage (ATI) ;
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (Pour archivage) ;
- Chrono / Archives.



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 002/AONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2025 OF 08 AVR 2025
FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF AN ANTIVIRUS SOFTWARE IN THE SUPREME STATE AUDIT
OFFICE

FINANCING: BIP CONSUE
FISCAL YEAR: 2025
BUDGETARY CHARGE: N° 59-11-077-04-340010-521311

1. Subject of the Tender

Within the framework of securing the information of the ministerial department under its responsibility, the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of the Supreme State Audit Office, in his capacity as Contracting Authority, is launching a National Invitation to Tender for the fitting out and equipping the supply and installation of an antivirus software in the Supreme State Audit Office

2. Scope of Work

The services covered by this Invitation to Tender involves the performance of the following tasks:

N°	DESIGNATION	UNIT	QUANTITY	SERVICE SPECIFICATIONS
01	Server machines (model HPE ProLiant DL380 Gen10 5118 2.3 Ghz 12 cores 2p 128 GB P408i-a RPS 8SFF 800 W performance server 8 hard disks, 1TB each) or similar	U	1	Supply and installation, including all incidental services
02	Anti virus server solution with 250 client workstations	U	1	Supply and installation, including all incidental services
03	Windows server 2022 with perpetual license	U	1	Supply and installation, including all incidental services
04	Deployment and Implementation (installation and configuration)	U	1	Supply and installation, including all incidental services
05	Router Mikrotik RB4011GS or similar	U	2	Supply and installation, including all incidental services
06	A 24 port level-three switch	U	1	Supply and installation, including all incidental services
07	Director training	U	1	Installation and configuration of the server anti-virus solution including client workstations, server configuration, installation and configuration of windows server 2022, administration of windows server 2022, administration of windows server 2022 (user management, Active Directory, server dns, dhcp, security)
08	Drafting of documentation	U	1	installation, configuration and user guides for windows server 2022 and the client server antivirus solution

3. Estimated delivery time

The maximum delivery period provided by the Project Owner for the provision of the services shall be sixty (60) days, from the date of notification of the jobbing order to start the work.

The services will be carried out on the premises of the Supreme State Audit Office located opposite Supreme Court

4. Allotment

The services shall be executed as one (1) single lot.

5. Estimated Cost

The provisional cost of the services at the end of the preliminary studies is estimated at thirty-one million five hundred thousand (31,500,000) CFA F including VAT.

6. Participation and Origin

Participation in this invitation to tender is open on equal terms to all companies incorporated under Cameroonian law and duly established on national territory and operating in the field of the supply and installation of computer equipment and building and civil engineering works

7. Funding

The articles under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Supreme State Audit Office for the financial year 2025, under budgetary charge n° 59 -11 -077 -04 -340010-521311

8. Submission Method

The mode of submission chosen for this invitation to tender is on-line.

9. Provisional Bid Bond

Subject to rejection, each tenderer must attach to their administrative documents a bid bond worth six hundred and thirty thousand (630,000) CFA F issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit 12 of the Tender File, and valid thirty (30) days beyond the original validity date of tenders.

This bond must be stamped at the current rate, with a handwritten reference from the issuing financial institution. It must be made up to 100% and be deposited in cash at CDEC.

Bonds are made up of securities issued by approved financial institutions and deposit receipts issued by CDEC.

10. Consultation of Tender File

The tender hard copy file may be consulted at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Room 116 Block C, Telephone: 222 220 198, and the electronic version on the COLEPS and PRIDSOFT platforms <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this tender notice.

11. Acquisition of Tender File

Tender invitation documents are available at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Door 106 Block C, at the Yaounde Administrative Center, telephone: 222 220 198, upon publication of this notice and against payment of a non-refundable sum of sixty thousand (60,000) francs. This amount shall be paid into the Treasury and duly receipted.

This file may also be downloaded free of charge on the website of the Public Contracts Regulatory Agency or at the Cameroon On-Line E-procurement System, abbreviated as 'COLEPS'

12. 11.File size and format

For online submissions, maximum document sizes through the platform should be as follows:

- 5Mo for the administrative offer
- 15Mo for the Technical offer;
- 5Mo for the Financial offer;

The following formats are accepted:

- PDF formats for text documents
- JPEG for images

Bidders must use compression software to reduce the size of their files

13. Submission of Tenders:

Tenders, attached with the requisite documents, shall be compiled electronically and classified according in administrative, technical and financial order

A back-up copy of the bids, placed in a sealed envelope and clearly labelled as 'back-up copy', shall be deposited at the services of the project owner within the time limit set for the submission of bids

All bids (physical or electronic) must be submitted no later than 16/05/2025 at 1pm prompt (local time)

The envelope containing the back-up copies must be marked:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N°/AONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2025 ON 16 AVR 2025

FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF AN ANTIVIRUS SOFTWARE IN THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE

14. Online bidding procedure

Online bidding shall follow the four steps described below:

Step 1: Registration of the Company on the COLEPS platform

Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.cm>

Go to the Tenderer Registration tab and complete the application form in detail

Print the completed application form generated by the system;

Have the application form signed by the Head of the Organization and stamped with the company's seal

Submit the duly completed and formalised form to MINMAP along with the following documents

Photocopy of an attestation of Non-Bankruptcy less than 3 months old

Photocopy of the Trade Register;

Photocopy of the Banking Domiciliation

Photocopy of the Tax Compliance Certificate (less than 3 months old)

Step 2: Acquisition of the Electronic Certificate

Collect the Certificate Application form available from MINMAP or download it from the ANTIC website at <http://www.camgovca.cm> under the heading 'Certificate Application (Company)';

Complete the form and submit it to MINMAP together with the following documents:

Receipt for payment of the Electronic Certificate acquisition fees worth 100,000 FCFA to be paid into the ANTIC account at SCB Cameroun under number 10002 00031 12493593150 94

A photocopy of the NIC of the certificate applicant

Register with the MINMAP operator and collect the certificate application receipt

Log on to the address <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificates.html> and download the Electronic Certificate onto a removable medium (blank) using the information (reference number and authorization code) contained in the receipt (remember to keep the password for connections to COLEPS)

Step 3: Registering the Electronic Certificate in COLEPS

Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.cm>;

Go to the 'Tenderer Registration' tab, then the 'New Registration/ Additional Certificate' section'

Identify the company using its Trade Register number, then add the certificate after filling in the form carefully

Step 4: Online Bid Request

Connect to the platform using your certificate;

Identify the invitation to tender that interests you then click on the number of this invitation to tender to display the details;

- then click on the submit button and fill in the form that appears, uploading your offers (administrative, technical and financial) in the corresponding places Please respect the file size (5Mo for the administrative offer, 15 Mo for the technical offer and 5Mo for the financial offer) Compression software can be used

Click on the send button to complete the procedure.

For any technical assistance, please contact the relevant MINMAP departments on (+237) 222 238 155/222 235 669, or write to the email address dsi@minmap.cm.

NB : the validity of the certificate is one year

15. Admissibility of Bids

Under pain of rejection, all requisite administrative documents required shall be produced in their original or true copies certified by the issuing authority or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. The documents shall be dated at most three (03) months or must have been established after the date of publication of this tender Invitation.

Any bid that does not comply with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance or failure to meet the requirements relating to tender documents, shall lead to the outright and irrevocable rejection of the bid.

A bid bond produced but having no connection with the constitution concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

16. Opening of Tenders

Bids shall be opened at the same time in a single session.

The opening of the administrative documents and the technical and financial bids will take place on ^{Monday} 16/04/2015, at 2 pm local time, and shall be carried out within the CONSUE Internal Tender's Board, at door 101 in Block 'C' of the Supreme State Audit Office.

Only bidders or their duly mandated representatives may be allowed to attend the opening session.

17. Evaluation Criteria

These criteria shall be applied to identify and reject incomplete offers or those that do not basically comply with the requirements stated in the Tender File. These conditions relate to the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical offer to the technical specifications of the Tender File, as well as the eligibility of bidders:

17.1. Eliminary Criteria

The eliminary criteria determine the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They are not to be attributed a score. Failure to satisfy these criteria will result in the rejection of the bid.

These include:

1. *absence or non-compliance of the bid bond at the opening of bids;*
2. *failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);*
3. *false declaration, fraudulent schemes or a forged document;*
4. *non respect of the size and format of files;*
5. *failure to meet at least 70% of the essential criteria;*
6. *estimated execution deadline more than 60 days ;*
7. *absence of a quantified unit price in the financial offer;*
8. *absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;*
9. *absence of the project site visit report (with images/picture) signed on honour by the bidder;*
10. *absence of integrity charter dated and signed*
11. *absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.*

17.2. Essential criteria

The essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of candidates to carry out the work covered by the call for tenders.

The evaluation of the technical offer will be binary (Yes or No) and will be based on the following qualification criteria:

- general presentation of the bid (Presence of color insert, compliance with Tender File order);
- Cumulative sales over the last three years of at least sixty million (60,000,000) CFA F francs, accompanied by supporting documents (Profit and Loss Statement or Statistical and Fiscal Declaration;
 - access to a credit line or availability of other financial resources worth twenty million (20,000,000) CFA F;
- Technical proposals in line with the CCTP (materials and personnel, planning, methodological note on task analysis, understanding of the project, lead time, after-sales service, exhaustive technical description of equipment, photographic presentation of samples, guarantee);
- The tenderer's references or proof of execution by the tenderer of at least three (03) contracts for the supply of similar equipment over the last three years (copies of the first and last pages of the contract, i.e. Contract or Letter Order, delivery note and Provisional Acceptance Report);
- Proof of acceptance of the terms and conditions of the Contract (Special Administrative Clauses (SAC) and the Supply Description (SD) initialed on each page, dated, signed and sealed on the last page);

Only technical offers of bidders who comply with all the eleven (11) eliminatory criteria and at least 70% of qualification criteria shall be declared technically "compliant" and selected for the financial evaluation.

18. Award of the Jobbing Order:

The jobbing order shall be awarded to the bidder with proof of the required technical and financial capabilities and whose bid is deemed to be the lowest

19. Duration of Tender Validity

Tenderer s shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

20. Further Information

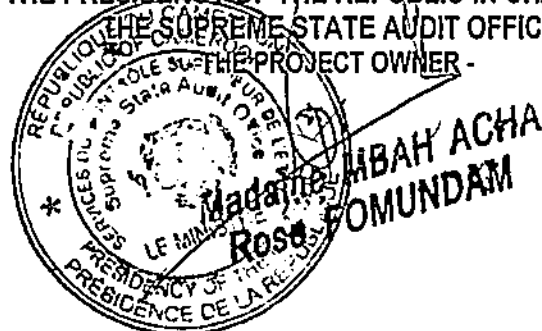
Further information can be obtained at working hours at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Office, Door 116 Block C, Telephone: 222 22 01 98.

21. fight Against Corruption and Mal Practices

For any attempt of corruption or other malpractice, please call the CONSUPE department against corruption at the following telephone number: 222 23 41 88, MINMAP toll free number: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the number of CONAC: (+237) 222,203,730 / 658,262/ 682

Yaounde, 02nd AVR 2003

THE MINISTER DELEGATE AT
THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC IN CHARGE OF
THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE
THE PROJECT OWNER -



Copies to:

- MINMAP (ATI)
- A.R.M.P. (For publication and archiving);
- The Tenders' Board Chair/CONSUPE (For information);
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (for archive).
- Chrono / Archives